



Le gouvernement, en instaurant le **délit de solidarité** pour les aidants de sans-papiers, menace toujours plus nos libertés.
REGARDSPAGE 2



Il y a 30 ans, la **contre-révolution islamique** s'imposait en Iran, mettant fin aux espoirs suscités par le renversement du Shah.
PARLONS-ENPAGE 11



Le **Ministère des affaires populaires** sort son nouvel album, «Les bronzés font du ch'ti». Détonnant.
CULTURE&MÉDIASPAGE 9

TOU**T** est à nous!

16 AVRIL 2009 N°4 1,20€ WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE

LA MATRAQUE POUR SEULE POLITIQUE



(FRANCK HOULGATTE)

Incapable de répondre à la crise sociale, le gouvernement intimide et réprime. Si tous les secteurs en lutte sont visés, les acteurs du mouvement social et les opposants politiques sont particulièrement concernés.

LIRE PAGE 3

ACTION AU HAVRE UN 9 AVRIL COMBATIF

C'était un défi: peut-on prolonger une journée nationale réussie par une suite locale? Le pari est réussi au Havre: il y avait 35000 manifestants, le 19 mars, du jamais vu depuis 1968, mais la journée du 9 avril a révélé une combativité constante, avec un blocage de plusieurs points névralgiques de l'agglomération. Simultanément à un appel de la CGT du Havre adressé à la confédération en faveur d'une «grève reconductible», une suite locale avait en effet été décidée. **LIRE PAGE 5.**

RWANDA UN GÉNOCIDE FRANÇAIS

LIRE PAGES 6 ET 7

LES RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE DANS LE GÉNOCIDE RWANDAIS



-FAUJOURZ-

EDF-GDF-SUEZ UNE GREVE VENUE DE LOIN

Voilà une grève comme on n'en avait pas connue depuis de très longues années. Elle se déroule aujourd'hui dans les industries électriques et gazières (IEG), pour l'augmentation des salaires, contre l'externalisation des activités et pour un plan d'embauches massif. Nous n'en connaissons pas l'issue, au moment où nous écrivons ces lignes, mais elle est significative d'une entrée dans une autre ère de l'histoire du mouvement social au sein des IEG. Elle signifie que la défaite de la privatisation d'EDF et de GDF ne pèse plus, pour des secteurs importants de nos entreprises, en particulier les jeunes salariés. Et, élément

totale nouveau, que des mouvements profonds peuvent échapper au contrôle des principales fédérations syndicales. Des salaires en baisse, des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, une perte de sens au travail avec un service public remplacé par la course au profit, l'externalisation de secteurs d'activité toujours plus importants faisant disparaître de nombreux métiers... Ajoutez à cela un management de plus en plus autoritaire, et vous avez une photographie précise de ce que vivent les salariés d'EDF et de GDF-Suez aujourd'hui. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 4**



Par **François Coustal**

VIOLENCE PATRONALE

L Il aura suffi qu'une demi-douzaine de patrons soient retenus – quelques heures! – par leurs salariés pour que se déclenche une vaste campagne politico-médiatique sur les « séquestrations », les « prises d'otages », le « climat de violence » et les « atteintes à l'Etat de droit »! Et même ceux qui, à gauche, affirment « comprendre » les salariés en colère se croient obligés de s'en démarquer et de condamner ces formes d'actions. Eh bien, pas nous! Des dirigeants et des actionnaires qui se goinfrent de stock-options, de dividendes, de bonus et de parachutes dorés, quand de plus en plus de gens ordinaires connaissent des fins de mois difficiles : ça, c'est violent! Des salariés qui ont trimé dix, vingt ou trente ans pour des salaires médiocres, qu'on vire du jour au lendemain, qui se retrouvent sur le carreau, au cœur de régions sinistrées, sans espoir de retrouver un emploi : ça c'est violent! Des travailleurs usés, abîmés par les cadences et le stress, qui meurent au travail, soit par accident, soit par suicide : ça c'est violent! Des « cadres stratégiques », envoyés par une multinationale, qui débarquent dans une entreprise, sortent moult chiffres et graphiques, font bien comprendre aux salariés qu'ils ne sont qu'un « coût de production » à réduire d'urgence, et qui annoncent brutalement la fermeture du site, puis repartent sévir ailleurs : ça, c'est violent! Lorsqu'en désespoir de cause, parce qu'ils n'ont plus rien à perdre, par sursaut de dignité aussi, des salariés décident de « retenir » leur patron – le plus souvent uniquement pour obtenir l'ouverture de négociations – imagine-t-on seulement la somme de souffrances et d'exaspérations face à la rapacité et à l'arrogance patronales qu'il leur faut pour passer à l'acte? Alors, franchement, comme ils sont vraiment dérisoires les cris d'orfraies des bonnes âmes hypocrites, qui confondent les débats policés et mondains qu'elles affectionnent avec... la lutte de classe!

17 AVRIL, SAINT-NAZAIRE, RÉPRESSION. Concert de soutien aux inculpés du 29 janvier et du 19 mars, vendredi 17 avril, salle Jacques-Brel, de 18h à 2h, entrée libre, rens.: www.codelib.info

18 AVRIL, BAR-LE-DUC, LICENCIEMENTS. Action contre les licenciements, le patronat et le gouvernement, avec les salariés de Sodetal et de Leclerc, samedi 18 avril, à partir de 13h30, rond-point de la Grande-Terre, rens.: 03 29 78 84 90 ou 06 22 05 09 24.



20 AVRIL, SAINT-AGNAN-EN-VERCORS, NPA. Réunion publique, avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA pour la région Sud-Est), lundi 20 avril, 20h, salle des fêtes, rens.: <http://npa.norddrome.over-blog.com/>

21 AVRIL, ROMANS, NPA. Réunion publique, avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA pour la région Sud-Est), mardi 21 avril, 20h 15, salle des syndicats, rens.: <http://npa.norddrome.over-blog.com/>

22 AVRIL, AUBENAS, NPA. Réunion publique, avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA pour la région Sud-Est) et Myriam Combet (deuxième tête de liste et conseillère régionale Rhône-Alpes), mercredi 22 avril, 20h, espace Combegayre, rens.: <http://npa.norddrome.over-blog.com/>

à noter

23 AVRIL, ANNONAY, NPA. Réunion publique, avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA pour la région Sud-Est), jeudi 23 avril, 20h30, à Gola (salle Jean-Jaurès), rens.: <http://npa.norddrome.over-blog.com/>

24 AVRIL, SUD-GIRONDE, NPA. Réunion publique, vendredi 24 avril, 20h30, salle des conférences de Saint-Symphorien.

24 AVRIL, MONTÉLIMAR, NPA. Réunion publique, avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA pour la région Sud-Est), vendredi 24 avril, 20h30, espace Saint-Martin, rens.: <http://npa.norddrome.over-blog.com/>

25 AVRIL, BOURG-LÈS-VALENCE, FICHAGE. Deuxième rencontre nationale du Collectif de résistance à « Base élèves », samedi 25 avril, à partir de 10h, centre social et culturel du plateau (162, place de l'Allet, quartier de l'Allet dans « Le Plateau » sur les hauteurs au nord de la ville), navette gare-centre social prévue, accueil possible le vendredi ou le samedi soir chez l'habitant, rens.: Sophie (06 08 64 97 78) ou Josef (base-eleves@orange.fr).

28 AVRIL, MENDE, NPA. Réunion publique, avec Myriam Martin (tête de liste aux élections européennes, région Sud-Ouest), mardi 28 avril, 20h30, salle de la Chicane.

regards



Jean-Michel Delarbre (DR)

L'ENJEU DE LA SOLIDARITÉ

Mercredi 8 avril, se tenait une journée d'action contre le délit de solidarité avec les sans-papiers. Membre du comité central de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Jean-Michel Delarbre milite au Réseau éducation sans frontières (RESF).

L Le 8 avril, nous étions des milliers de citoyens devant les préfectures ou les tribunaux pour affirmer notre refus de voir la solidarité devenir un délit. Cette mobilisation répondait aux pressions et tentatives d'intimidation de plus en plus nombreuses visant ceux qui aident, hébergent, accompagnent les migrants, mais ceux aussi qui tentent de s'opposer aux interpellations, aux rafles ou aux expulsions... Elle a réuni, dans un même mouvement, aux côtés du RESF, de la LDH, du Mrap, etc., des acteurs moins habitués des manifestations sur la place publique, comme Emmaüs ou le Secours catholique... Le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Eric Besson, avait bien tenté de déminer le terrain, le matin même sur France inter, en prétendant qu'aucun militant n'avait jamais été condamné et qu'on pouvait aider un sans-papiers « à condition d'être de bonne foi ». Mais la presse du jour s'est chargée de le démentir, en accumulant les exemples de cette volonté répressive. L'article L. 622-1 du code de l'entrée et du séjour (Ceseda) ne fait aucune distinction entre les passeurs ou autres trafiquants de main-d'œuvre et les personnes qui agissent par solidarité et pour le respect des droits. Le ministère affiche l'objectif de 5000 interpellations « d'aïdants » en 2009, et il ne se prive pas d'utiliser cette ambiguïté pour intimider les militants, dans la région de Calais ou ailleurs. En réalité, l'enjeu est bien de surmonter les obstacles que rencontre, partout en France, la mise en œuvre de la politique xénophobe de ce gouvernement. On en connaît les impasses : la notion d'appel d'air est un leurre. Les politiques menées ici n'ont aucun effet sur les raisons qui poussent, là-bas, des migrants à s'arracher à leur vie. Et c'est bien l'érection des barrières en Europe qui favorise l'éclosion des

passeurs... On en connaît les dégâts : la loi fabrique chaque jour de nouveaux sans-papiers ; les préfectures expédient l'examen des dossiers et multiplient les décisions arbitraires au nom de l'immigration choisie, oublient les conventions internationales et habituent leurs fonctionnaires à l'injustice et au recul des droits.

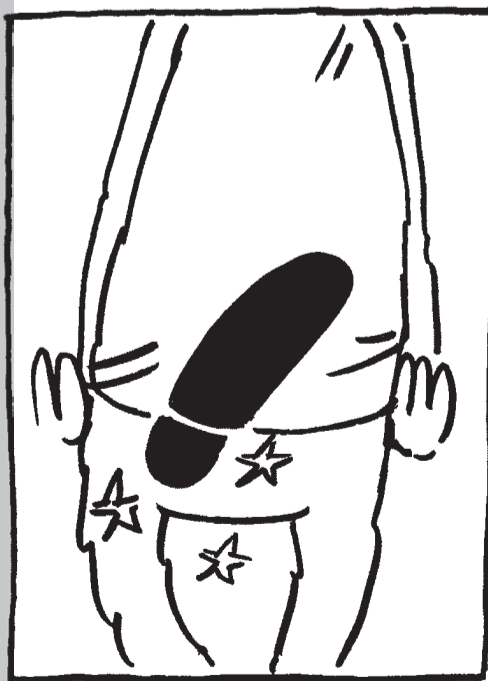
Surtout, M. Besson peine à mettre en œuvre la « politique du chiffre » : l'écho rencontré par le film *Welcome* montre bien l'ambivalence de la société française : si une fraction de la population reste sensible au discours xénophobe, nombreux sont ceux qui sont attachés aux principes de solidarité, de respect des droits ou de simple humanité. La CGT et Solidaires, qui se sont investies dans un vaste mouvement pour les droits des salariés sans papiers, progressent aux élections professionnelles, et les collectifs RESF continuent à réagir avec certains succès face aux tentatives d'expulsion... La chasse aux sans-papiers vise des personnes bien insérées dans leur milieu, qu'il s'agisse des familles, des conjoints de Français ou des jeunes majeurs scolarisés. Beaucoup de Français ont compris que ces errants venus d'Afghanistan ou d'Irak, à qui on refuse le droit d'asile, ne sont une menace pour personne...

Cette logique répressive nous entraîne vers des horizons bien inquiétants. Car expulser tous les étrangers à qui on refuse le droit au séjour est aussi illusoire que d'empêcher les conflits sociaux. Sauf à mettre en place une société où les progrès techniques sont mis au service du contrôle social, où les forces de l'ordre s'exonèrent du respect des droits et des procédures, où les droits fondamentaux de la personne et les valeurs de la République sont sans cesse davantage remis en cause.

C'est au regard de cette tentation qu'il faut mesurer l'attitude d'un ministère qui s'est acharné à casser la Cimade, outil efficace de défense des droits dans les centres de rétention, pour lui substituer des intervenants éclatés, dont le rôle sera réduit à une simple mission d'information. On voit mieux pourquoi la commission des lois a rejeté la modeste proposition de loi socialiste et communiste, qui voulait abriter des foudres de l'article L. 622-1 les personnes ou associations aidant les étrangers sans but lucratif.

Le 8 avril, les citoyens mobilisés ont esquissé une forme de désobéissance civique dictée par les principes supérieurs de la justice et de la solidarité, mais aussi un autre visage de la société française, une conception ouverte et tolérante de notre « identité » sociale. Ce combat est indéniablement porteur d'avenir. Il va se poursuivre.

APPRENEZ À LES RECONNAÎTRE



SANS-PAPIERS



AIDANT

— FAUBOURG —



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE PAS DE VACANCES POUR LA MOBILISATION

Après dix semaines de mobilisation, aucune des revendications n'a reçu la moindre réponse satisfaisante. Pourtant, la lutte est loin de s'arrêter.



Paris, jeudi 2 avril. Manifestation des enseignants-chercheurs (QUENTIN G.)

Ronde infinie des obstinés, cours publics, nuits blanches des universités, démissions de fonctions administratives, refus de présider les jurys de bac: les initiatives des personnels et étudiants de l'enseignement supérieur et de la recherche ne manquent pas. Elles dénoncent les fausses concessions de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, et du ministre de l'Éducation, Xavier Darcos. Ces prétendus reculs, cautionnés par deux syndicats minoritaires (Unsa et CFDT), sont salués par quelques présidents d'université, qui appellent à rentrer dans le rang par peur d'une « mauvaise publicité », dans le contexte actuel de concurrence entre les universités. En parallèle, ce même gouvernement emploie des moyens de répression brutaux et démesurés (chars antiémeute, flash-balls, entraves

aux départs des manifestations) pour criminaliser ce mouvement universitaire, comme on l'a vu, à une échelle plus importante, lors de la mobilisation contre le sommet de l'Otan. Cette contestation existe aussi en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Grèce, où des mobilisations s'opposent au démantèlement des systèmes éducatifs, à la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche au pouvoir économique. En France, cette résistance, qui contestait au début les projets de « réforme » du statut des enseignants-chercheurs et de formation des enseignants, s'est élargie, en demandant l'abrogation de la « LRU » (la loi d'« autonomie » des universités, qui donne des pouvoirs de PDG aux présidents) et en exigeant un réengagement massif de l'État, ainsi qu'un plan de création de postes statutaires. Plus largement, c'est une dénoncia-

tion de la politique de Sarkozy, de son gouvernement et de ses discours méprisants contre la communauté universitaire. Les contre-réformes françaises et leurs équivalents européens ont pour but d'assujettir la production et l'enseignement des connaissances au marché et au pouvoir politique, selon les logiques du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne. Ainsi, les pouvoirs nationaux en place ont besoin de casser l'autonomie intellectuelle et scientifique des universitaires afin d'imposer leur « autonomie »: gestion des ressources humaines calquée sur le management privé, dissolution du service public dans les partenariats et autres « fondations » avec le privé, mise en concurrence des universités dans un « grand marché de la connaissance », comme l'appelaient déjà Claude Allègre (PS), il y a dix ans. Ces politiques vont à l'encontre d'une université considérée

comme un lieu de savoir libre, porteuse de valeurs émancipatrices. Face à cette casse de l'enseignement et de la recherche publics, coordonnée à l'échelle européenne, le NPA fera entendre une opposition radicale et anticapitaliste durant la campagne pour les élections européennes. Il portera les revendications légitimes des luttes en cours pour une université et une recherche au service de toutes et tous, et pas du profit privé. Ainsi, le NPA soutient le contre-sommet de Louvain, les 28 et 29 avril, parallèle à la conférence ministérielle qui doit « évaluer les progrès accomplis et les nouvelles mesures à mettre en place » et faire le point sur les « réformes » universitaires engagées.

La commission « Université-recherche » du NPA

STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE

SUITE DE LA PAGE 1

LA liste des atteintes aux droits et libertés, des menaces et des intimidations, même non exhaustive, est inquiétante. D'abord, à Pointe-à-Pitre, le 15 mars. Le porte-parole du LKP, Elie Domota, est inculpé pour racisme. Il fallait oser! Ses propos? « Soit ils appliqueront l'accord, soit ils quitteront la Guadeloupe. [...] Nous ne laisserons pas une bande de békés [descendants blancs de propriétaires d'esclaves] rétablir l'esclavage. » Une pétition de soutien a été lancée par l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG).

Ensuite, à Bastia, le 30 mars. Dénonçant le lynchage judiciaire d'Yvan Colonna, une manifestation est violemment réprimée, des grenades lacrymogènes et offensives étant tirées à bout portant. Un jeune homme de 14 ans est atteint en pleine tête, sa vie est mise en danger. Une nouvelle manifestation de protestation contre les brutalités policières, samedi 4 avril, sera elle aussi durement réprimée. Enfin, à Strasbourg, les 4 et 5 avril. La manifestation démocratique anti-Otan du samedi est pratiquement rendue impossible par le quadrillage policier et militaire, par le déluge de gaz lacrymogènes, de grenades offensives, et les tirs de flash-balls. On a compté de nombreux blessés, y compris dans le cortège pacifique du NPA.

Parallèlement, les séquestrations de patrons qui licencient – Sony, Caterpillar, 3M, Scapa, Faurecia – se multiplient, rencontrant un fort courant de sympathie dans l'opinion publique. Après avoir manifesté sa « compréhension » envers les salariés impliqués, Ségolène Royal s'est vue accusée par le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, d'« excuser l'incorruptible ». Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, n'a pas hésité à inviter « tous les partis à condamner les actes de violence, à Strasbourg, en Corse, ou en marge de la crise économique et sociale ».

Dimanche 5 avril, invité de l'émission Ripostes, Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) s'est fait traiter de « pauvre type » par un Pierre Lellouche déchaîné. Cet ancien membre du mouvement fasciste Occident, aujourd'hui député UMP, se lâchera, regrettant que la pratique du duel n'existe plus, ce qui l'empêchait de « flinguer » son interlocuteur. Ces menaces de mort sont totalement inadmissibles!

Concernant le NPA, la droite n'est pas en reste et tente de le criminaliser. Ainsi, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, déclare, à propos du contre-sommet de Strasbourg: « Je constate qu'Olivier Besancenot est très présent dans ces manifestations et que je ne l'ai pas entendu condamner fortement ces violences. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à un moment, il y a quand même des fils qui se touchent. » Et le député UMP Bernard Deflesselles d'en rajouter: « Besancenot prend beaucoup de risques à flirter avec la ligne jaune. Il a pratiquement dit, à demi-mots, qu'il comprenait ces violences. Trop, c'est trop. » Ces propos feront réfléchir ceux qui nous désignent comme des alliés objectifs de Sarkozy...

Affaibli par une crise qui délégitime complètement le modèle libéral et ne sachant que répondre à la colère sociale, le pouvoir n'a plus qu'une seule voie: la répression, dont nous n'avons eu qu'un avant-goût. Il nous faut mettre en place un véritable réseau national antirépression, qui fédère tous les collectifs existants. Avec les avocats progressistes, les journalistes restés indépendants du pouvoir, les organisations qui défendent les libertés publiques, les syndicats, et enfin, toutes celles et tous ceux qui veulent s'inscrire dans un tel cadre unitaire.

Alain Pojolat

et aussi

CATERPILLAR, LA MOBILISATION CONTINUE. Malgré 3,56 milliards de dollars de bénéfices en 2008, le groupe américain Caterpillar (engins de chantiers et de travaux publics) a annoncé la suppression de 733 emplois sur 2800 en France, sur les sites de Grenoble et d'Echirolles (Isère). Face au cynisme des dirigeants, une partie des salariés a retenu toute nuit quatre cadres. Cette action, menée sans l'aval des délégués syndicaux, a poussé Sarkozy à inviter les Caterpillar à l'Élysée. Mais, comme il s'est opposé aux actions radicales des salariés, les Cater ont repoussé l'invitation. Obligée de négocier, la direction « propose » aujourd'hui de licencier 600 salariés et bloque les indemnités de départs à 10000 euros. Bien loin des revendications de l'intersyndicale, qui demande trois mois de salaire par année d'ancienneté avec un plancher de 30000 euros. Au-delà, c'est bien la perspective d'une mobilisation sociale forte pour exiger l'interdiction des licenciements qui reste à construire.

MANTES CONTRE-ATTAQUE. Victoire pour les FCI (puces électroniques) à Mantes-la-Jolie (Yvelines)! Une grève de sept semaines pour le retrait d'un plan social, avec la menace d'une délocalisation, a mobilisé 200 des 400 salariés. A la suite d'une médiation obligatoire, un accord a été conclu: maintien du site pendant cinq ans, pas de plan social avant deux ans et 27 jours de grève payés sur 34... La détermination sans faille et la solidarité locale ont payé. De quoi donner la pêche au forum unitaire des luttes dans le Val-de-Seine, qui se tient chaque vendredi, place de la mairie, à Mantes, de 18 à 19 heures. Le 10 avril, on a ainsi pu écouter des témoignages de syndicalistes sur les grèves à EDF-Porcheville et à FCI, sur l'énorme baisse des effectifs et la privatisation de France Telecom, sur les expulsions locatives, ou encore sur les Rased... Car il est grand temps de faire converger nos luttes locales!

AFPA EN LUTTE. Le 22 avril, le projet de loi visant à transformer la mission d'orientation de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) en transférant services et personnels de l'orientation doit être examiné par le Conseil des ministres. Le transfert est une décision politique, décidé dans le cadre des orientations de Pôle emploi. Celui-ci est unanimement rejeté par l'Afp. Les représentants du personnel et les salariés, aux côtés des élus, rentrent en lutte.

ATTENTION, ARNAQUE. Un arrêté du 8 octobre 2008, entré en vigueur ce 11 avril, abroge une série de règlements pris depuis les années 1970 pour encadrer les quantités des produits commercialisés et donner des repères aux consommateurs. Qu'est-ce que cela veut dire? Progressivement, les professionnels du marketing risquent de nous sortir des formats « innovants », des formats économiques qui ne le seront pas! Un conseil, surveillez les prix au kilo...



EDF-GDF-SUEZ

SUITE DE LA PAGE 1

Parti d'un site particulièrement combatif de stockages souterrains de gaz avec une présence égale de militants CGT et SUD sur la base de revendications salariales, cette grève reconductible s'est étendue comme une traînée de poudre après l'annonce du montant des stock-options pour Mestrallet et Cirelli, les patrons de GDF-Suez. Les terminaux méthaniers, puis le transport de gaz sont tout de suite rentrés dans cette grève reconductible. Les patrons de GDF-Suez ont rapidement accordé 5% d'augmentation salariale et 1 500 euros de prime exceptionnelle pour tous, et renoncé à leurs stock-options.

Cette victoire a donné des ailes à tous ceux qui n'en pouvaient plus des sempiternelles grèves de 24 heures imposées par les principales fédérations. La grève a ainsi démarré quasi conjointement dans la région Paca, avec des structures CGT combattives, et dans la région parisienne, à l'initiative de SUD-Energie dans la distribution gaz et électricité. Dépassant les fédérations et leurs hésitations, certaines équipes syndicales SUD et CGT ont réalisé un immense travail d'information et de conviction pour faire rentrer leurs collègues dans le mouvement. Celui-ci a été payant.

Après avoir joué le pourrissement et l'isolement, les directions des IEG ont bien été obligées de constater l'extension du mouvement. Elles se sont donc assises à la table des négociations. Les premières propositions, si elles sont loin d'être convaincantes, n'en montrent pas moins la possibilité de gagner des choses importantes.

Pour contraindre les directions, il reste des munitions essentielles pour les salariés. Là où les directions veulent diviser en organisant des négociations établissement par établissement, il est urgent que les secteurs influents, comme la production (nucléaire, thermique, hydraulique) et le transport d'électricité (RTE), entrent dans la grève reconductible. Encore une fois, les équipes syndicales les plus combattives s'y emploient. Leur tâche serait grandement facilitée si les fédérations syndicales, en particulier la CGT, lançaient un appel clair en ce sens.

Yann Cochin



Onnaing, vendredi 10 avril. Les salariés de Toyota manifestent devant l'usine. (DR)

TOYOTACE N'EST PAS AUX SALARIÉS DE PAYER

Le 6 avril, les salariés de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord), refusant de payer la crise, ont lancé une grève inédite.

P «Plutôt crever que de payer les jours de chômage partiel à 100%!» La phrase, lancée par le PDG du site Toyota d'Onnaing (Nord), Didier Leroy, a mis le feu aux poudres. Dans un contexte de plus en plus tendu par la multiplication des jours chômés (une perte de 200 à 300 euros sur les payes), la demande faite par la direction de travailler gratuitement les vendredis d'avril et trois samedis sans majoration a sonné comme une provocation supplémentaire. Assez pour déclencher la première grève que le site ait connue.

Depuis lundi 6 avril, les travailleurs de Toyota sont donc en grève pour exiger le paiement à 100% des jours de chômage imposés par la direction (contre 60% du brut actuellement). A cette exigence initiale, les assemblées générales de grévistes ont ajouté le paiement des jours

de grève, une prime immédiate de 1 000 euros et une augmentation de 100 ou 200 euros net mensuels. L'entreprise d'Onnaing, près de Valenciennes, qui agite l'épouvantail de la crise, a pourtant largement les moyens de payer, elle qui a réalisé 80 millions d'euros de bénéfices en 2007, 82 millions en 2008 (soit plus de 25 000 euros extorqués à chaque salarié).

311 grévistes actifs dans les ateliers le 6 avril, 384 le lendemain, 452 le mercredi et le jeudi, la grève s'enracine, convainc les hésitants, entraîne de plus en plus d'ouvriers, malgré les pressions et les intimidations de la direction. Les manifestations sont quotidiennes. C'est au cri de «Ouvriers révoltés, c'est pas à nous de payer!», «Chômage partiel à 100%!» qu'ils défilent sous les fenêtres de la direction et dans l'usine. Le mouvement, soutenu par la CGT et par FO, ne cesse de se renforcer, de s'orga-

niser à la base, avec la mise en place de comités de grève dans chaque équipe, comités comprenant six ouvriers et ouvrières élus (en majorité des non-syndiqués), et l'édition quotidienne d'un *Journal de la grève*. La participation importante des femmes est l'un des signes de la profondeur du mouvement. Déjà, 600 ouvriers y ont participé, d'une manière ou d'une autre, en se mettant en grève une journée, complètement ou partiellement. C'est une victoire morale pour tous les salariés de l'entreprise en butte au mépris, au harcèlement et aux brimades quotidiennes de l'encadrement. L'un d'entre eux clamait très justement: «C'est la première fois que je suis fier de bosser à Toyota!»

Reste l'étape suivante, à savoir que cette grève «devienne un mouvement de toute l'industrie automobile du pays» car, comme l'ajoute Eric Pecqueur,

délégué CGT de Toyota: «C'est pas parce qu'on n'a pas les mêmes patrons qu'on n'a pas les mêmes intérêts.» La solidarité s'organise. Vendredi 10 avril, ils étaient près de 500 (soit un salarié sur cinq) à se rassembler devant l'usine pour faire entendre leurs voix. Des travailleurs d'autres entreprises de l'automobile du secteur (Sevelnord, MCA, Simoldès, Mercedes, UMV, Faurecia...), mais aussi d'autres entreprises de la métallurgie, des travailleurs belges de la FGTB, des enseignants, des cheminots et des militants du Collectif de lutte du Valenciennois étaient présents pour les soutenir. L'écho qu'elle rencontre, notamment auprès des milliers de salariés des autres sites automobiles du Valenciennois, montre que la grève des ouvriers de Toyota peut être contagieuse.

Correspondant



et aussi

RENCAST VICTOIRE SANS APPEL. L'usine Rencast au Poinçonnet (Indre), qui emploie 126 salariés, fabrique des pièces de voitures, avant-tout pour Renault et PSA. La fonderie était sous la menace d'une fermeture définitive après que son propriétaire, le groupe Zen, a été placé en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Lyon. Le site a pourtant des atouts: l'outil de travail est excellent et la récente «prime à la casse» concerne plus particulièrement les petits véhicules, ce qui ne peut que développer les commandes. Les salariés n'ont donc pas accepté la fermeture annoncée du site. Le 17 mars, ils ont décidé à une écrasante majorité (123 salariés) d'entamer une grève générale avec occupation, en coordination avec les deux syndicats représentés: la CGT majoritaire, et son dynamique délégué Florent Trinquart, et FO. Le mot d'ordre était simple: pas de fermeture du site, maintien de tous les emplois sans exception, paiement intégral des jours de grève. Ce mouvement a été exemplaire: le piquet de grève était tenu en permanence et l'outil de travail a été entretenu. Encouragés par

la population locale, les salariés se sont réappropriés les locaux, et ils ont même cultivé un potager, prétextant que «le mouvement s'enracin[ait]!» Les militants du NPA de l'Indre se sont relayés sur le piquet de grève, assurant également des distributions de tracts. Le jeudi 2 avril, alors qu'Olivier Besancenot avait prévu un déplacement dans l'usine, à la demande des salariés, en tout début de semaine suivante, les délégués syndicaux ont été reçus à Paris par les constructeurs automobiles. Après de longues discussions et devant la combativité des représentants syndicaux, la victoire était acquise: maintien de tous les sites, aucun licenciement et paiement intégral des dix-huit jours de grève! Cette issue incroyable est due à la dynamique engendrée par la grève générale, la détermination des salariés et le soutien qu'ils ont reçu. Elle prouve que les victoires sur le capitalisme sont possibles.

Le NPA local souhaite que l'expérience des salariés de Rencast donne des ailes à ceux des autres usines en difficulté de l'Indre: Eurostyle, où la reprise par GMD amène un plan de licenciements de la moitié



Le potager symbolisant «le mouvement qui s'enracine». (DR)

des effectifs (250 personnes); Mead Emballage, où 104 licenciements sont annoncés; mais encore Spatz, Montupet, Gefco...

Gérald Prévot



et aussi

OCDE. L'ascenseur social est en panne dans un bon nombre de pays de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) et la pauvreté est un fléau qui touche de plus en plus les pays dits «développés». Le néolibéralisme a déjà bien abimé le Japon, qui voit son nombre de démunis augmenter de manière exponentielle. Partout dans le monde, le salarié voit ses conditions de travail se dégrader jusqu'à franchir un point de non-retour, celui de la pauvreté. La culture productiviste est tellement ancrée dans les mœurs que nul ne se révolte.

LE LIVRET A. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a annoncé que «l'inflation va probablement être, en glissement, entre 0,4 et 0,1% dans les mois qui viennent». Conséquence : une baisse du taux du livret A (entre 1 et 2%). Même si le Livret A «restera rémunérateur par rapport à l'inflation», selon le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, cette baisse ne contribue pas à remonter le moral des Français, même si le gouvernement espère que cette baisse regonflera l'économie et la consommation des ménages.

IMPÔTS. Quand vous recevez une mise en demeure émanant de l'administration fiscale, vous avez traditionnellement vingt jours pour réagir. Sinon, l'administration fiscale peut engager des poursuites et procéder par voie d'exécution forcée. Nouveauté 2009 : la mise en demeure peut désormais être adressée par simple courrier. L'Etat gagnera 2,7 millions d'euros, puisqu'il n'a plus recours aux recommandés. Mais, en courrier simple, plus aucune garantie que le courrier n'arrive!

UNESCO. L'Unesco a publié un rapport faisant un bilan des engagements pris par les Etats en matière d'éducation. En France, même si 3,1 millions de personnes sont encore analphabètes, le rapport admet une importante évolution. Le rapport regrette que l'aide injectée dans les établissements français à l'étranger ne soutienne, à aucun moment, les systèmes éducatifs des pays pauvres. Dernier constat : les résultats scolaires d'une génération, sont de plus en plus positifs si l'investissement augmente (en dollars/élève).

ANTILLES SANS SURPRISE

Le gouvernement fait tout pour satisfaire le patronat guadeloupéen.

LE gouvernement a décidé de procéder à l'extension de l'accord Bino en Guadeloupe en l'amputant, d'une part de son préambule «*considérant que la situation économique et sociale existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation*»; d'autre part, de son article 5 prévoyant la prise en charge des augmentations de salaire par les employeurs au-delà des aides des collectivités (12 mois) et de l'Etat (36 mois). Concrètement, cela signifie, comme le souligne le LKP, que «*la décision du gouvernement instaure une disparité salariale et donc une injustice sociale «lé-gale», au détriment des 30 000 travailleurs concernés par l'extension amputée de l'article 5.*» Aujourd'hui, en effet, 50 000 travailleurs sur les 80 000 que compte la Guadeloupe sont couverts par l'accord Bino initial, garantissant le maintien des augmentations de salaire au-delà de trois ans. Pour le gouvernement, dans les deux cas, il s'agit d'accéder aux demandes essentielles du Medef. En même temps, «*il crée, selon le porte-parole du LKP, Elie Domota, les conditions pour le développement d'une véritable guérilla sociale dans les semaines, mois et années à venir.*»

C'est dans ce contexte que vont donc s'ouvrir, dans les prochains jours, les premiers ateliers pour les «états généraux de l'outre-mer», dont le moindre détail a été fixé depuis Paris : le coordinateur central, les personnalités référentes, les ateliers, les thèmes, les responsables d'atelier, le calendrier, etc. Et, comme s'il fallait encore prouver que ces états généraux n'ont été convoqués que pour tenter d'éteindre l'incendie et de diviser le mouvement, le Parlement a adopté en vitesse un texte qui traînait depuis deux ans sur le «développement économique des outre-mers» (un pluriel significatif). A noter que seules les députées de Guyane, Christiane Taubira et Chantal Berthelot, ont voté contre, l'ensemble de la gauche s'étant abstenu. Le député socialiste de la Guadeloupe Victorin Lurel a jugé «*le bilan bon*» et sera membre de la commission mixte paritaire (avec le Sénat) en vue de l'adoption définitive de la loi, début mai.

Légitimement, le collectif LKP a décidé de ne pas participer à cette parodie. Ces états généraux n'ont aucun avenir, même avec le concours des élus de droite comme de gauche, discrets durant la grève générale. Les tenants de la perpétuation du système colonial croient le moment venu de redresser la tête. Ils n'ont pas compris qu'ils ne pouvaient plus continuer à exploiter et à opprimer comme avant, et ils n'ont pas mesuré l'ampleur de la prise de conscience.

Le LKP, lui, «*entend concevoir avec le peuple un mouvement de nouveaux rapports économiques et sociaux, pour passer d'une économie de plantation d'import-distribution à une économie de production tournée prioritairement vers la satisfaction des besoins du peuple guadeloupéen. Une Guadeloupe avec des femmes et des hommes capables d'inventer une nouvelle société.*» Les combats des peuples encore colonisés par l'impérialisme français sont entrés dans une période de haute intensité. Une solidarité constante est plus que jamais nécessaire.

Alain Castan



Comme tout le bassin d'emploi, le Port autonome subit des restructurations. En médaillon : le 19 mars, au Havre. (JMB)

ACTION AU HAVRE UN 9 AVRIL COMBATIF

«La CGT veut la grève générale»: c'est sous ce titre que la presse locale rendait compte de la journée d'action du 9 avril.

G C'était un vrai défi : peut-on prolonger une grande journée nationale réussie (le 19 mars, avec 35 000 manifestants au Havre, du jamais vu depuis 1968) par une suite locale? Ce n'est pas évident car, sauf s'il y a des raisons locales impératives (conflits en cours), l'appréciation de certaines équipes syndicales est plutôt qu'à une crise sociale globale, on ne peut véritablement répondre qu'à l'échelle globale, donc nationale. C'est ainsi que le succès du 19 mars avait incité l'union locale de la CGT du Havre à interpeller la confédération en faveur de la grève générale reconductible, mais de proposer quand même, et sans attendre, une journée d'action unitaire et interprofessionnelle sur l'emploi, le 9 avril. Le Havre n'est pas la seule ville à tenter de combler un

certain vide de perspectives nationales, avant un 1^{er} Mai lointain, par une action ciblée sur les problèmes locaux. Mais le pari est réussi. L'agglomération est certes particulièrement touchée par les restructurations (Port autonome), le chômage partiel (Renault-Sandouville), les suppressions d'emplois (Total) ou les licenciements (sous-traitants de la métallurgie ou de la pétrochimie). Il s'agissait, comme le rappelait l'appel unitaire signé par les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FSU, Solidaires) et des partis de la gauche, de «*faire en petit ce qu'il faudrait faire en grand dans le pays...*»

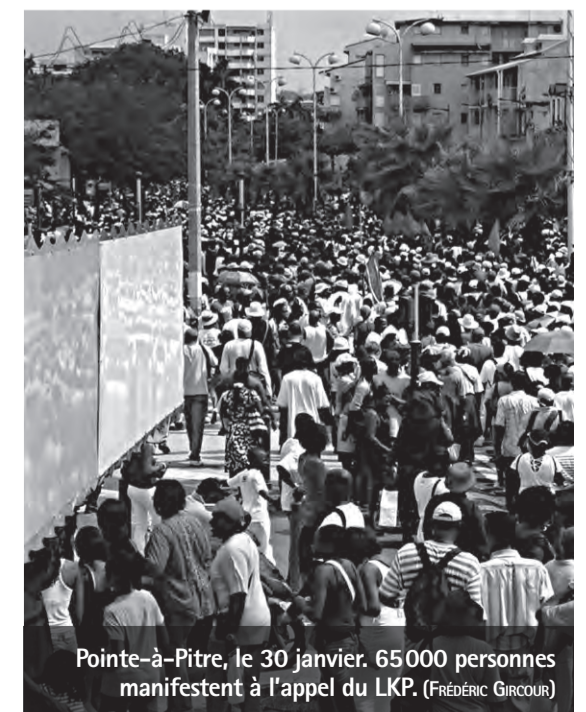
Ainsi, dès 6h30 ce jeudi 9 avril, près de 200 salariés de diverses entreprises (Renault, Total, Hispano, construction...) bloquaient, au niveau de la raffinerie Total, le principal axe routier traversant la zone industrielle, perturbant la circulation trois heures durant. Puis, dans un ton-

nerre de klaxons, une opération escargot s'est ensuite déplacée vers le centre-ville, déclenchant de nombreux gestes de sympathie de la population. Pendant ce temps, des assemblées se tenaient dans les entreprises touchées par les débrayages (communaux, Douanes, EDF...). L'immeuble du Port autonome, enveloppé par l'épaisse fumée de pneus enflammés, était quant à lui assiégé par 400 travailleurs du port en grève. A la pause de midi, les salariés de ces différents secteurs, renforcés par une délégation des étudiants en grève, ont convergé en centre-ville pour un barbecue géant devant le casino. Le casino est un «*symbole du fric*» (Pierre Lebas, secrétaire de l'union locale CGT du Havre), mais aussi de la répression syndicale: il s'agissait de permettre aux salariés des entreprises non touchées par ce mouvement de venir manifester leur solidarité. Pierre Lebas a rappelé la nécessité d'un mouve-

ment d'ensemble, à commencer par une manifestation nationale à Paris pour l'emploi, et il a appelé les autres syndicats à interpeller, eux aussi, leurs directions dans ce sens. Ce débat traverse d'ailleurs fortement plusieurs équipes syndicales (exemple: les communaux): est-ce le moment de la grève générale? Comment s'y prendre? Etc.

Tout le monde est conscient que ce type d'initiative locale n'est pas en soi une réponse à la hauteur, dans un bassin d'emploi où le nombre de licenciements économiques a augmenté de 83% l'année passée. Mais, face à l'inertie actuelle des grandes confédérations, elle permet d'exprimer la volonté d'en découdre «*tous ensemble*», et elle favorise les débats sur les moyens à mettre en œuvre pour faire reculer le gouvernement et le Medef.

Correspondant



Pointe-à-Pitre, le 30 janvier. 65 000 personnes manifestent à l'appel du LKP. (FREDERIC GIRCOUR)

D'AVRIL à juillet 1994, près d'un million de personnes, hommes, femmes et enfants ont péri dans le dernier génocide du xx^e siècle. En France, la commémoration du 15^e anniversaire de ce crime a été «oubliée» des journaux télévisés et de la plupart des médias. Il s'agissait sans doute de ne pas réveiller les questions qui avaient timidement émergé, quelques années auparavant, sur le rôle de la France. Du côté du pouvoir, on oscille entre omerta et rideau de fumée, soigneusement entretenus au nom de la raison d'Etat.

Récemment encore, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) tentait d'intimider un militant de l'association Survie et quelques journalistes, accusés d'avoir révélé une note confidentielle du colonel Poncet, pourtant connue de longue date, qui rapportait comment les militaires français, au début du génocide, avaient tenté de masquer aux journalistes leur refus de porter assistance aux victimes et de mettre fin aux massacres dont ils étaient témoins.

La raison de ces dissimulations est simple: sans un soutien obstiné des autorités politiques et militaires françaises de l'époque aux responsables du génocide, ce dernier n'aurait pas pu atteindre une telle ampleur, et probablement n'aurait pu avoir lieu. Au Rwanda, en 1994, la Françafrique (le néo-colonialisme français en Afrique) a montré ce dont elle était capable: le pire.

QUELLES SONT LES RACINES DU DRAME?

Les Occidentaux ont créé et attisé les divisions ethniques au Rwanda. Pendant la période coloniale, les colons ont réinterprété en termes de races les différences sociales ou culturelles qu'ils constataient et les ont exploitées pour asseoir leur domination. Au Rwanda, les Tutsis ont été déclarés «race supérieure» et les Hutus «race inférieure». Cette fracture coloniale a été soigneusement entretenue et progressivement intériorisée par les élites rwandaises. A la fin des années 1950, les Belges ont renversé leurs alliances pour maintenir leur contrôle sur le pays après l'indépendance: ils se sont appuyés sur l'élite hutue, au détriment de l'aristocratie tutsie, chassée du pays. Dès lors, les régimes de Grégoire Kayibanda, puis de Juvénal Habyarimana, à partir de 1973, ont systématiquement utilisé la politique du bouc émissaire et les massacres à l'encontre des populations tutsies pour consolider leur pouvoir autoritaire.

En 1990, la seconde génération des exilés tutsis, rejoints par des opposants hutus, opte pour une stratégie militaire et crée le Front patriotique rwandais (FPR), afin d'obtenir le retour au pays et la fin de la ségrégation. Mais la dictature d'Habyarimana, confronté à une opposition intérieure de plus en plus forte, intensifie sa propagande raciste, crée des milices et expérimente, à plusieurs reprises, les techniques génocidaires. Le 6 avril 1994, l'avion d'Habyarimana est abattu; les partisans du «Hutu Power» décapitent l'opposition intérieure, prennent le pouvoir par un coup d'Etat et mettent en œuvre la «solution finale» contre les Tutsis.



Questions sur Un GÉNOCIDE

français

Il y a 15 ans, l'extermination des Tutsis faisait 1 million de morts au Rwanda. L'implication de la France y a été déterminante.

QUELLE A ÉTÉ L'IMPLICATION DE LA FRANCE DANS LE GÉNOCIDE?

La Coopération militaire française est présente au Rwanda depuis 1975. A partir de 1990, pour mener la guerre contre le FPR, elle prend de fait le contrôle de l'armée rwandaise, dont elle décuple les effectifs. Les militaires français forment également la Garde présidentielle et les forces spéciales. Ils participent au fichage des opposants et des Tutsis, à l'embrigadement des civils, ainsi qu'à la formation des milices, instruments du futur génocide. Le plan d'extermination est connu des services secrets français, belges et américains, plusieurs mois avant sa mise en œuvre.

Le gouvernement intérimaire rwandais, qui s'empare du pouvoir en avril 1994, est formé sous la houlette de l'ambassadeur de France. Les livraisons d'armes, officielles avant 1994, se poursuivent clandestinement tout au long du génocide, et même après, avec un soutien financier de banques françaises. Des militaires ou des mercenaires français restent aux côtés des forces rwandaises pendant le génocide. Le capitaine Barril, issu de la cellule antiterroriste de l'Elysée, est ainsi sous contrat avec les autorités génocidaires pour la formation de commandos, dans le cadre de l'opération «Insecticide», au moment où les Tutsis sont surnommés «les cafards». Les représentants du gouvernement génocidaire sont officiellement reçus à l'Elysée et à Matignon pendant le génocide, et ils bénéficient du soutien français à l'ONU. En France, certains médias, à commencer par le journal *Le Monde*, relaient délibérément la désinformation produite par l'armée et les services français.

Après la défaite militaire de l'armée génocidaire, l'armée française tente de contenir l'avancée du FPR, puis elle organise le rempli de ses alliés au Zaïre: c'est l'opération «Turquoise». Des témoignages de rescapés dénoncent les viols de survivantes tutsies commis à cette occasion par des militaires français, mais aussi une collusion de ces derniers avec les génocidaires pour «finir le travail». Les militaires rwandais continuent ensuite d'être entraînés par les Français et préparent leur revanche.



POURQUOI LA FRANCE S'EST-ELLE RENDUE COMPLICE ?

Si la complicité de génocide est attestée, les motivations des autorités françaises sont plus difficiles à établir. Habitues à faire et défaire les régimes dans le « pré carré » de la France depuis 50 ans, elles ne pouvaient supporter de voir un régime « ami », impliqué dans divers trafics franco-africains, balayé par une rébellion. C'est aussi la crédibilité de la protection offerte par l'armée française aux dictatures franco-africaines qui était en jeu. Et puis, François Mitterrand le dira lui-même, à l'été 1994 : « Un génocide, dans ces pays-là, ça n'est pas très important... »

Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry et l'universitaire Gabriel Périès avancent également que le Rwanda a servi de laboratoire à l'armée française pour le perfectionnement de sa doctrine de la « guerre révolutionnaire », élaborée en Indochine et appliquée pendant les guerres d'indépendance de l'Algérie et du Cameroun. Dans le cadre de cette guerre, qui repose sur l'arme psychologique, sur la manipulation des populations encadrées par des « hiérarchies parallèles », le génocide des Tutsis a au mieux été considéré comme un « dommage collatéral » acceptable par les officiers français. Au pire, il s'agissait d'un calcul délibéré visant à supprimer ce qu'on considérait être la base « ethnique » du FPR, dans le but de rendre impossible sa conquête du pouvoir.

OÙ EN SONT LES RELATIONS FRANCE-RWANDA ?

Après la prise du pouvoir par le FPR, qui a mis fin au génocide, la France a poursuivi sa guerre par d'autres moyens, tentant de bloquer les aides internationales à la reconstruction du pays, poursuivant sa guerre médiatique contre le nouveau régime, continuant à soutenir les génocidaires et à les utiliser comme troupes supplétives dans les deux Congo. Cette politique a, par contrecoup, renforcé les dérives sécuritaires du nouveau régime rwandais. En 2006, après la constitution d'une commission d'enquête rwandaise chargée d'établir les preuves de l'implication française dans le génocide, le juge Bruguière, un habitué de la raison d'Etat, lançait huit mandats d'arrêt contre des proches du président Paul Kagame, accusés d'avoir abattu l'avion du président Habyarimana en 1994, entraînant du même coup la suspension des relations diplomatiques entre les deux pays. En 2008, la publication du rapport rwandais s'accompagnait de menaces de poursuites judiciaires contre les responsables politiques et militaires français mais, en réalité, les diplomates franco-rwandais avaient commencé à reprendre langue pour déminer la situation. Le préalable mis par le Rwanda est la reconnaissance d'une faute, et la levée des mandats d'arrêt ; celui mis par la France est l'abandon des accusations de complicité de génocide. Le rapprochement franco-rwandais risque donc de se faire au détriment de la vérité et de la justice.

POURQUOI LA VÉRITÉ N'ÉCLATE-T-ELLE PAS ?

Tout génocide s'accompagne de sa propre dissimulation. Dans le cas rwandais, le négationnisme a pris des formes spécifiques, que certaines officines françaises ont été particulièrement actives à propager, dès 1994. Le terme de « génocide » n'est généralement pas récusé par les négationnistes, mais ceux-ci le vident de son contenu et tentent de le banaliser par différents procédés.

On continue, par exemple, à le présenter sous les traits de massacres spontanés résultant d'une guerre ethnique ou tribale, conformément à la propagande mise en scène par les génocidaires et complaisamment relayée par les médias occidentaux en 1994. Il s'agissait pourtant bien d'un génocide planifié de longue date et très encadré. La participation au crime d'une très large partie de cette population, essentiellement rurale, a été préparée par des techniques modernes de propagande et organisée de manière bureaucratique.

La thèse négationniste du « double génocide » (selon laquelle des crimes équivalents auraient été commis de part et d'autre) était jusqu'à peu officiellement défendue par les plus hautes autorités françaises (Mitterrand en 1994, Villepin en 2003, etc.)...

Une autre diversion consiste à faire porter l'attention sur l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Cet événement, inexplicable à ce jour, est alors présenté comme la cause du génocide, et la planification antérieure est niée. Sa responsabilité est imputée sans preuve au FPR qui devient, par un tour de passe-passe, co-responsable du génocide, voire le véritable responsable. C'est la ligne de défense adoptée par les génocidaires jugés par le Tribunal pénal international, mais c'est aussi une rhétorique relayée en France par des enquêteurs très « spéciaux », comme le journaliste Stephen Smith, ancien responsable Afrique à *Libération* puis au *Monde*, ou, plus récemment, l'écrivain Pierre Péan, qui s'acharne à défendre par tous les moyens « l'honneur » des militaires français.

Les propositions du NPA QUINZE ANS D'IMPUNITÉ, ÇA SUFFIT !

Depuis quinze ans, les preuves de la complicité s'accumulent. Mais l'impunité est toujours de mise. Des génocidaires rwandais, et non des moindres, sont présents sur le sol français sans être inquiétés par la justice. Ils doivent être jugés. Comme le génocide, la complicité de génocide est un crime imprescriptible : les autorités civiles et militaires françaises qui en portent la responsabilité doivent répondre de leurs actes devant la justice nationale ou internationale. La mémoire des victimes et le respect des droits des survivants l'exigent. Le « secret défense » doit être levé et une véritable commission d'enquête parlementaire mise en place. La fin de l'impunité est aussi une condition pour en finir

avec la politique néocoloniale en Afrique menée sans discontinuer par tous les présidents de la V^e République. Il faut également briser tous les instruments du crime : fermer les bases militaires françaises en Afrique et cesser toute ingérence militaire ; mettre un terme aux exportations d'armes ou de « savoir-faire » militaires ; établir un contrôle parlementaire en amont de toute intervention extérieure ; dissoudre le Commandement des opérations spéciales (COS) et le service action de la DGSE (bras armé des services secrets), véritables gardes prétoriennes au service exclusif de l'Élysée.



OBAMA DISCOURS D'OUVERTURE, ACTES GUERRIERS

Après la tournée d'Obama en Europe et à Bagdad, la nouvelle diplomatie des Etats-Unis prend forme. La rupture avec la politique de Bush ne sert qu'à maintenir le leadership américain sur le monde.

«**LES** Etats-Unis ne sont pas en guerre avec l'islam » a déclaré Barack Obama devant la Grande Assemblée nationale de Turquie, point d'orgue de sa tournée en Europe. Il signifie la fin des années Bush, tout en réaffirmant les liens privilégiés des Etats-Unis avec la Turquie, membre de l'Otan, mais qui, en 2003, avait refusé de laisser l'armée américaine utiliser son territoire pour la deuxième guerre contre l'Irak. Le Président américain a aussi apporté son soutien à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne: «*L'Europe a toujours gagné par la diversité de ses peuples, de ses traditions, de ses croyances; sa diversité ne l'a jamais affaiblie. L'intégration de la Turquie élargirait et renforcerait les fondations de l'Europe une fois de plus.*» La Turquie tient, dans l'offensive qu'engagent les Etats-Unis, une place déterminante, à la frontière entre Orient et Occident, au carrefour des conflits et guerres en Palestine, en Afghanistan, au Pakistan, et même en Iran.

Car, si le discours se veut ouvert au dialogue, soucieux de paix, dégage de l'agressivité de Bush, s'il prétend négocier avec la Russie, rétablir des relations avec l'Iran, tracer le projet d'une nouvelle ère, la politique demeure bel et bien militariste et impérialiste. La guerre en Afghanistan reste la pièce maîtresse, alors qu'Obama a confirmé l'objectif du retrait des troupes américaines d'Irak, d'ici 2011, sans pour autant en définir les conditions politiques.

«*Nous ne sommes pas en Afghanistan pour contrôler ce pays et décider de leur avenir à leur place*», a-t-il affirmé, en pleine contradiction avec la pression qu'il exerce sur ses alliés dans l'Otan pour envoyer 5000 hommes supplémentaires en complément des 17000 renforts américains. De retour à Washington, Obama a adressé à la Chambre des représentants «*une requête supplémentaire [...] pour un total de 83,4 milliards de dollars pour financer nos opérations militaires, diplomatiques et de renseignement*» afin de faire face à la dégradation de la situation en Afghanistan. «*Nous sommes confrontés à une situation sécuritaire en Afghanistan et au Pakistan qui exige une attention urgente. Les talibans se renforcent et Al-Qaïda menace l'Amérique depuis ses refuges, le long de la frontière afghano-pakistanaise*», écrit-il.

L'offensive pour dégager la diplomatie américaine des échecs de l'après-11 Septembre n'a pour but que de défendre le leadership américain et les intérêts de la «*famille occidentale*» réunie dans l'Otan. L'exacerbation des tensions internationales produite par la crise mondiale ne peut qu'accroître le militarisme.

Yvan Lemaitre

BOLIVIE LE BRAS DE FER PERMANENT

L'opposition de droite fait tout pour empêcher la tenue des élections présidentielle et législatives de décembre pour lesquelles Evo Morales est donné favori. Un blocage qui a poussé le président à entamer une grève de la faim.

Evo Morales a commencé une grève de la faim, jeudi 9 avril, suivi par des centaines de partisans aux quatre coins du pays. Cette action est une protestation contre le boycott par l'opposition des débats parlementaires sur l'adoption d'une nouvelle loi électorale et la menace qui pèse ainsi sur la tenue des élections présidentielle et législatives du 6 décembre 2009. Cette nouvelle loi électorale s'inscrit dans le cadre juridique proposé par la nouvelle Constitution, approuvée le 25 janvier par plus de 62% des Bolivien.

Comme lors des précédents scrutins remportés par Morales, la droite parlementaire et les préfets des régions ama-

zoniennes s'entêtent à contester les résultats du vote sur la Constitution. Ils délégitiment la Cour nationale électorale, l'accusant d'être vendue au pouvoir. Ils remettent en cause la validité du registre électoral, soupçonné de dissimuler des pratiques frauduleuses dans les campagnes, où les scores favorables au Mouvement vers le socialisme (MAS) de Morales ont parfois frôlé les 100%. Pourtant, les dynamiques communautaires y régissant habituellement le vote permettent de comprendre l'existence de tels comportements «*unanimes*» dans le monde rural bolivien.

L'opposition a également exprimé ses doutes sur la transparence du vote des Bolivien vivant à l'étranger – une population généralement issue des campagnes et plutôt favorable au gouvernement –, en insinuant notamment

que les ambassades se convertissent en nids de fraude.

Sur les questions démocratiques, les préoccupations de la droite ne sont pas dénuées de motivations politiques. En contraignant le pouvoir à l'élaboration d'un nouveau registre électoral, qui plus est numérisé, la droite espérait en effet obtenir le report d'élections pour lesquelles elle apparaît dépourvue tant de leader que de programme.

L'opposition n'a cessé, depuis l'arrivée du MAS au pouvoir, de délégitimer la mobilisation enclenchée par le mouvement populaire. En se lançant dans une grève de la faim, Morales a cherché à bloquer les manœuvres de l'opposition et à la contraindre à s'asseoir à la table des négociations.

Enfin, Morales et ses compagnons ont arrêté leur grève de la faim et accepté la principale demande de l'opposition, la tenue d'un registre électoral biométrique avec empreintes digitales. Reste à savoir si cela permettra de garantir la tenue du scrutin à la date prévue. La grève de la faim a été suivie par des milliers de personnes en Bolivie et Morales peut toujours compter sur le soutien populaire face à la droite.

De La Paz, Hervé Do Alto



La Paz, le 13 avril. Le président bolivien Evo Morales (deuxième, au fond à gauche) et des dirigeants d'organisations sociales et indigènes en grève de la faim au palais présidentiel. (REUTERS/DAVID MERCADO)

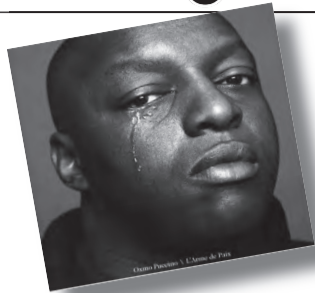
et aussi



JEUNES MOLDAVES EN RÉVOLTE. Les jeunes Moldaves ont violemment manifesté après le résultat des élections législatives, mettant à sac les locaux du Parlement. Ces élections ont été remportées par le Parti communiste moldave, héritier de l'ancien parti stalinien et soutenu par la Russie. L'opposition, constituée de partis néolibéraux, partisans de l'Union européenne (UE) et de l'Otan, a obtenu 35% des voix. Ce pays, qui s'est prononcé en 1994 à 94,4% pour l'indépendance, est le terrain d'affrontements des intérêts économiques et militaires des grandes puissances. La Russie soutient le parti au pouvoir et occupe militairement la Transnistrie, une enclave industrielle. L'UE et l'Otan cherchent à pousser leur avantage en se servant de la Roumanie et des liens historiques très forts entre Roumains et Moldaves. Mais cette révolte est avant tout l'expression du désespoir d'une jeunesse sacrifiée, touchée par la misère, le chômage et l'absence de tout espoir de vie digne, dans le pays le plus pauvre d'Europe.

APRÈS LA GRÈVE DU 2 AVRIL EN GRÈCE. 80000 nouveaux chômeurs dans les trois derniers mois de 2008, des usines qui ferment, comme dans le textile, des annuités supplémentaires imposées aux femmes pour leur droit à la retraite (jusqu'à quinze années), la diminution imposée des horaires et des salaires... Contre tout cela, les travailleurs résistent: des ouvrières d'une filature campent au centre d'Athènes, des milliers de retraités manifestent contre des pensions de misère. Les confédérations syndicales Gsee (privé) et Adedy (public) ont appelé, le 2 avril, à une nouvelle grève de 24 heures, massivement suivie. Mais, comme en décembre en pleine révolte des jeunes, elles n'ont donné aucune perspective d'extension. La coordination des syndicats de base est l'une des pistes pour élargir la mobilisation, comme on le voit dans la campagne de solidarité avec Constantina Kouneva, une ouvrière vitriolée parce que femme, syndicaliste et immigrée, ou avec le Comité syndical contre les licenciements et la fermeture d'entreprises.

THAÏLANDE. Les manifestations antigouvernementales se poursuivent en Thaïlande. Le mouvement des «*chemises rouges*» réclame le retour au pouvoir de l'ancien Premier ministre en exil, Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 par un putsch militaire et soutenu par le roi. Celui-ci, populiste, milliardaire et corrompu, garde des partisans dans la population pauvre et rurale. Face à lui, un mouvement des «*chemises jaunes*», soutenu par l'armée et la nouvelle classe moyenne urbaine, défend l'actuel Premier ministre. Comme on le voit, les divisions sociales en Thaïlande ont une traduction politique qui ne permet pas de soutenir un camp contre l'autre, et l'urgence doit être à la défense intransigeante des droits démocratiques.



EXPOSITION
« LE SIÈCLE DU JAZZ »
 MUSÉE DU QUAI BRANLY À PARIS
 Si un fond sonore peut prétendre dépeindre certains traits saillants de feu le ^{XX}e siècle, le jazz, sous toutes ses coutures (du swing d'Ellington au free d'Albert Ayler, sans oublier le be-bop de Charlie Parker), doit légitimement revendiquer la place d'honneur. Prêtresse politique (du *Strange Fruit* de Billie Holiday à John Coltrane) et maîtresse de la danse, cette musique va profondément marquer tous les arts (la peinture, la mode, la littérature et, évidemment, le cinéma), pour édicter les codes élémentaires de ce que l'on va vite appeler la culture populaire. Toute cette formidable et dramatique histoire est à voir et à entendre, dans la fantastique exposition qui se tient au quai Branly à Paris jusqu'au 28 juin (rens. : www.quaibrany.fr). Signalons la compilation de circonstance consacrée au jazz face la crise économique de 1929, avec Fats Waller ou encore Bessie Smith («Jazz Around The Krach 1929», Fréaux et associés, 1 CD).
K. M.

MUSIQUE
L'ARME DE PAIX/Oxmo Puccino/CINQ 7
 Oxmo Puccino, dans le hip-hop français, c'est un peu comme James Joyce en littérature : on aime ou on déteste. Pas d'avis mesurés. Son flot, son écriture, ses contrepieds, d'un album à l'autre, désarçonnent facilement. Et certains lui prédisent déjà un bien meilleur avenir comme acteur (le cinéma ou le nouveau cimetière du rap). Son dernier disque était un hommage jazzy au Paris d'Audiard. Son nouvel opus plane désormais loin de son image carrée et massive d'ex-«Black mafioso». Il s'autorise désormais toutes les déclinaisons du clair obscur, de celui qui «compose avec la lumière en tant qu'homme de l'ombre» et qui «cherche l'impossible équilibre, sans en tuer dix pour que mille vivent».
King Martov

MUSIQUE
MÉMOIRES EN ROUGE ET NOIR/Christiane Courvoisier/ALTAMAR PRODUCTION
 Avant d'être un CD – tout juste sorti –, *Memorias rojas y negras – Mémoires en rouge et noir, Espagne 1936-1939* est un spectacle, qui a déjà trois années d'existence. Christiane Courvoisier, passionnée par l'histoire espagnole, parle et chante la guerre d'Espagne. Elle mêle des textes de grands poètes, tels Machado, Lorca ou Neruda, et des chants que reprenaient les combattants du front. Chansons et poèmes se répondent, tantôt en français, tantôt en espagnol, comme pour nous rapprocher au plus près de la tragédie. Sa voix, chaude, suscite les émotions, entre tristesse, espoir et fierté. Elle est superbement accompagnée à l'accordéon par Michel Glasko. Commandes à passer sur le site www.christianecourvoisier.com ou à Altamar Production (41-43, rue Saint-Paul, 75004 Paris).
Thomas Mitch

BD
LE SUÉDOIS/Christophe Gaultier/FUTUROPOLIS/18 EUROS
 Nebraska, 1898 : le décor est planté. A partir d'un roman du ^{XX}e siècle de Stephen Crane, librement adapté, Christophe Gaultier relève le défi d'un huis-clos en BD. Trois étrangers arrivent dans un hôtel, en pleine tempête. L'un d'entre eux, le Suédois, est gagné peu à peu par la folie, qui se révèle à ses compagnons de voyage et à ses hôtes. Sans fioritures, mais avec un trait incisif, crayon noir et couleurs d'atmosphère, l'auteur parvient à faire ressentir une tension angoissante et croissante. On est dans l'Ouest américain, ça ne peut donc se finir que par des bagarres et des coups de feu, mais le suspens est tel qu'on est quand même surpris. Un récit fort et incisif, aux frontières de l'étrange et de la folie.
Sylvain Pattieu

<http://univ-paris14.blogspot.com/>
 Inaugurée le 18 février dernier, l'université Paris 14 a été fondée par des universitaires, enseignants, chercheurs et étudiants mobilisés contre les «réformes» issues de la loi LRU. Son fonctionnement est simple : les cours sont publics et se tiennent tous les mercredis, à partir de 14h, sur la ligne 14 du métro parisien. Autonome, autogérée, critique, nomade, et en accès libre et gratuit, elle est ouverte à tous. L'université Paris 14 est une réponse au démantèlement du système public d'enseignement et de recherche organisé par le gouvernement. Ses principes fondateurs affirment, face aux logiques du mépris et de l'économie-reine, la joie d'apprendre et de rencontrer, en mêlant recherche scientifique, action politique et travail poétique. Venez visiter son blog pour organiser la résistance, d'autant que, depuis le jeudi 9 avril, une minorité d'étudiants liés au groupuscule Sécurité RATP agit activement pour son blocage.

www.squat.net/fr/index.html
 [squ@t.net] est né du Häusermob, un groupe de personnes créé en 1995 pour faire face à la répression féroce des squats à Berlin. Le projet «Häusermob sur l'Internet» a donc été lancé, début 1997, pour empêcher la destruction des squats et de leur culture, par la mise en place d'une structure de communication alternative, destinée à rendre visibles les squats et leurs pratiques, à élargir leur champ d'action ainsi qu'à leur permettre une meilleure coordination par le biais des technologies de l'information. Aujourd'hui, c'est un serveur de contre-information international.

MINISTÈRE DES AFFAIRES POPULAIRES « ON RACONTE CE QU'ON A VU »

Le nouvel album du Ministère des affaires populaires, « Les bronzés font du ch'ti », est sorti le 14 avril. Rencontre.

Vous définiriez-vous comme des artistes engagés?

HK : On est tous engagés malgré nous. Le chemin nous mène dans le mur. Il y a la crise alimentaire, la crise écologique, la crise financière... et, malgré tout, le cirque continue. Nous, on est des saltimbanques dans le cirque du monde. La crise dans laquelle on est vient de partout, c'est une sorte de chaos. De ça, on peut créer autre chose. De toute façon, c'est soit ça, soit plus rien. Ça pète de partout. Il faut proposer autre chose.

Comment percevez-vous le rôle de la musique dans ces conditions?

SAÏD : C'est un outil, un espace, un prétexte, une occasion d'être sur scène et de rencontrer des gens. C'est aussi notre espace à nous de liberté, un espace où on peut s'exprimer librement.
HK : La musique est un vecteur, elle ne crée pas les conditions de la révolte, mais elle donne une résonance, c'est un porte-voix.

SAÏD : Il faut être honnête dans la démarche. Notre musique est une chronique de la réalité, qui dénonce les injustices. On a une responsabilité : celle d'être le plus honnête possible, le plus sincère possible.

HK : La musique, c'est aussi un vrai engagement. Quand tu fais une chanson sur la Palestine, c'est un signe, un acte fort, tu t'investis, c'est une forme de militantisme. Notre utilité, c'est de mettre des choses au grand jour. On a la chance d'avoir une audience.



L'album est plus engagé que le précédent, non?

HK : C'est la période qui l'impose. On est en connexion avec la réalité ; l'album est plus dur parce que la réalité est plus dure. Sur cet album, il y a une humeur de révolte et d'espoir. Tu te bats pour un idéal et, quand tu vois les murs devant toi, tu es de plus en plus combattif.

Nous, on avance, et on défoncera les barrières qu'on mettra devant nous.

SAÏD : On raconte ce qu'on a vu, on n'est pas offensif. On peut dire que c'est un album tendance, dans le contexte.

Jusque dans le titre?

SAÏD : On est dans un contexte raciste, xénophobe et islamophobe. Avec l'humiliation des sans-papiers, avec des centres de rétention comme... des camps de concentration. C'est considéré comme anti-intégrationniste de se dire bronzé. Peut-être même qu'un jour ça vaudra un an de prison, comme lorsqu'on siffle *La Marseillaise*.

Allez-vous vous engager politiquement?

HK : On est engagés politiquement ! Mais prendre une carte dans un parti, non. Je respecte les gens qui ont une carte ; ils sont un peu l'autre face de notre pièce. Mais mon combat est ailleurs.

SAÏD : Le suffrage universel, je n'y crois pas une seule seconde.

Et la révolution?

SAÏD : Ça se fait par un changement de mentalité. C'est pas un bulletin de vote qui va changer la société.

Vous partez en tournée cet été?

HK : Oui, MAP, c'est un groupe de scène. Il y a l'album, il faut l'avoir chez soi, mais faire l'album, c'est la possibilité de faire la tournée, c'est la vie réelle.

Propos recueillis par Aurélien Smirnoff et Linda Sehili



LA GRANDE CRISE DU XXI^e SIÈCLE, ISAAC JOHSUA

LA DÉCOUVERTE/« SUR LE VIF »
130 PAGES, 10 EUROS.



LE capitalisme est fondamentalement instable et les crises qui le secouent lui sont indissociables. Une citation de Marx, au début de l'ouvrage, rappelle que, en 1852, cela ne faisait déjà aucun doute... Après la Deuxième Guerre mondiale, conforté par le « rattrapage » économique que les deux guerres et la Grande Dépression avaient rendu nécessaire, le mode de régulation fordiste a permis une longue période de stabilité et d'expansion, les Trente Glorieuses, donnant un rôle accru à l'Etat, en augmentant la place des transferts sociaux dans le revenu disponible des ménages et en établissant un nouveau rapport salarial. Mais, pour augmenter leurs taux de profit et mettre un terme à un compromis fordiste accepté à contre-cœur, les classes dirigeantes, dans les années 1980, dérèglent à tout-va. Ce faisant, l'instabilité s'accroît, car « si l'instabilité est conjurée, c'est la profitabilité qui est menacée. Si la profitabilité est reconstituée, c'est l'instabilité qui est de retour ». Isaac Johsua pointe ainsi du doigt « la fuite en avant » des grands de ce monde, qui passent d'une bulle spéculative à l'autre, de la crise de la nouvelle économie, en 2001, à la crise immobilière, en 2007; soulignant que « la crise actuelle est celle de la nouvelle économie qui continue » et que les Etats-Unis, locomotive (minutieusement analysée) de l'économie mondiale, sont engagés « dans une fuite en avant qui dure depuis des décennies ».

Les récents plans de sauvetage n'échappent pas à la règle: les milliers de milliards de dollars débloqués par les gouvernements (privatisant les profits et socialisant les pertes), loin de solutionner le problème, ne font que le reporter. Ne serait-ce que parce qu'ils fragilisent la santé financière des Etats (en augmentant la dette de façon vertigineuse). Et Isaac Johsua de poser la question fatidique: « Qui sauvera les Etats eux-mêmes si leur crédibilité économique est menacée? Ils sont le dernier rempart; derrière, il n'y a plus rien. » Une analyse précieuse, concise et accessible.

Thomas Mitch

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.labreche.com

IRAN 30 ANS DE MOLLAHRCHIE

La République islamique d'Iran fête son 30^e anniversaire. Retour sur une révolution et une contre-révolution majeures de la seconde moitié du xx^e siècle.



Le processus révolutionnaire iranien, qui a abouti, le 11 février 1979, au renversement du régime impérial vieux de 2500 ans, a débuté en 1977. Cette année marque la montée des luttes étudiantes et ouvrières contre le régime dictatorial et pro-impérialiste du Shah. Un mouvement social profond s'annonce, nourri par le développement d'un capitalisme sauvage et rentier. L'explosion des inégalités sociales, la hausse vertigineuse du coût de la vie (+200% en 1977) qui sévit depuis 1973 et la spéculation immobilière rejettent une fraction conséquente de la population pauvre vers les bidonvilles. Elle y rejoint celles et ceux qui, sous l'effet de l'exode rural, se retrouvent depuis quelques années à la périphérie de Téhéran et des grandes villes. Cette frange de la population exclue de l'appareil productif et du monde du travail échappe aux courants politiques progressistes, réprimés par le Shah mais néanmoins influents dans certains secteurs ouvriers et intellectuels. Cantonnés à l'univers traditionnel et religieux, ceux que Khomeiny appelle les « déshérités » formeront une part importante de la base sociale de la future République islamique.

Le Shah, depuis le coup d'Etat d'août 1953 fomenté par la CIA contre le gouvernement de Mossadegh, cherche à consolider son pouvoir par tous les moyens. La démo-

cratie parlementaire n'est qu'une parure. S'appuyant sur sa terrible police politique, la Savak, le régime réprime, muselle et terrorise la population. L'élimination des forces d'opposition, à la fin des années 1960, « l'attentisme » des courants nationalistes bourgeois et du parti Toudéh inféodé à Moscou favorisent l'émergence de forces de guérilla urbaine dirigées notamment par les Fédayins (« guévaristes ») et les Moudjahidines du peuple, qui se réclament d'un islam progressiste. Ils joueront un rôle important dans le déclenchement des grèves et des actions armées au cours des derniers jours de règne du Shah.

Contre-révolution théocratique

La faiblesse politique de la bourgeoisie laïque et nationaliste, la répression et le faible niveau d'organisation de la classe ouvrière qui ne lui a pas permis de diriger politiquement le processus révolutionnaire ont laissé la voie libre au clergé et à son dirigeant charismatique, l'ayatollah Khomeiny. Absent des luttes sociales jusqu'à la fin de l'année 1977, sans prise sur la contestation étudiante et intellectuelle qui se situait sur le terrain démocratique, le clergé n'est réellement entré en action qu'au début 1978. La première vague de mobilisation a eu une répercussion importante sur les religieux et les bazaris, fraction des grands commerçants de la bourgeoisie, influente et traditionaliste. En 1978, la montée de

la situation insurrectionnelle permet la rencontre entre la petite bourgeoisie et les couches populaires exclues du monde du travail. C'est à partir de ce moment que les khomeynistes activent l'ensemble de leur réseau associatif et diffusent leur mot d'ordre grâce aux mosquées. Les discours de Khomeiny sur les « déshérités » ou en réaction à l'influence occidentale sont vécus par une grande partie des intellectuels et des forces de gauche comme une variante religieuse de l'anti-impérialisme et de l'anticapitalisme. Or, ce positionnement traduit une aversion pour l'occident « matérialiste » et une volonté de gagner l'hégémonie politique en s'adressant aux plus démunies et aux bazaris. Khomeiny a même réussi le tour de force de rassembler la bourgeoisie nationaliste qui s'est opposée au Shah au sujet de la répartition quasi exclusive de la manne pétrolière au profit de la grande bourgeoisie. Progressivement, le clergé prend la direction du mouvement et lui donne une coloration religieuse. La contre-révolution est en marche.

Oppositions liquidées

Le basculement d'une partie de l'armée en faveur des manifestants puis le départ précipité du Shah, le 16 janvier 1979, annoncent l'effondrement prochain de la monarchie. A ce moment, l'orientation politique développée par Khomeiny, depuis son exil à Neauphle-le-Château en région parisienne, change brutalement. Dès lors, le clergé lutte ouvertement pour l'instauration d'une République islamique et s'en prend au « complot communiste ». Le 22 janvier marque un tournant: une manifestation indépendante de la gauche est attaquée au cri de « Il n'y a pas d'autre parti que Hezbollah ». Khomeiny, en soutien à cette agression, demande à toutes les formations « d'abandonner leur idéologie pour rejoindre l'islam ». Avec le retour triomphal de Khomeiny, le 1^{er} février, la contre-révolution s'accélère encore. La suite, nous la connaissons: un ordre social et politique dictatorial fondé sur un islam patriarcal et intégriste. Il s'ensuit l'élimination de toutes les oppositions, des dizaines de milliers d'exécutions sommaires, une attaque en règle contre les libertés et les droits des femmes, l'écrasement des minorités nationales et religieuses, une répression systématique des mobilisations courageuses des travailleurs et de la jeunesse, une situation sociale catastrophique... Tel est le bilan sans appel de 30 ans de mollaharchie.

Babak Kia

LA BOMBE IRANIENNE...



boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

PROTECTIONNISME (J.-M., LOIRE-ATLANTIQUE): A propos de l'article de Raoul-Marc Jennar (*Tout est à nous!* n°3). Certes, la fin du capitalisme pourrait rendre un jour inutile le débat entre libre-échange et protectionnisme, encore que ce ne soit pas certain: des sociétés socialistes peuvent être plus ou moins ouvertes (ou fermées) [...]. En attendant, il y a des choix à faire pour une société meilleure (ou moins mauvaise, si vous voulez). En voyant les choses comme ça, les arguments d'un certain protectionnisme, protégeant du dumping social, fiscal et environnemental, sont très forts. Cette idée fait son chemin parmi les économistes et politiciens de gauche. Les décisions à prendre peuvent l'être maintenant, par les décideurs d'aujourd'hui. Ce serait susceptible de freiner les tendances à la baisse des salaires et à la hausse du chômage, ainsi que la pression subie par les travailleurs, en attendant le paradis socialiste de demain. [...] On peut souhaiter la révolution et, en même temps, proposer ou soutenir les réformes qui diminueraient les souffrances d'aujourd'hui. On ne fait pas autre chose, quand on demande 300 euros de plus pour tous. On peut vouloir la révolution pour demain, à un moment qu'on ne peut fixer, et participer aux choix politiques d'aujourd'hui [...].

CASSEURS (P. G., VEXIN): D'après J.-L. de Metz [*courrier des lecteurs de Tout est à nous!* n°3], une partie des radicaux anticapitalistes relève des « hooligans »: « Cette violence imbécile est du même ordre que la baston des stades de foot. » Question: les émeutiers de Seattle, qui ont aidé à l'envol du mouvement alter, des casseurs? Et Gènes? Plus récemment, les jeunes Grecs: des petits-bourgeois apolitiques? Et les syndicalistes CGT qui pétent les vitres du Medef, les Caterpillar et les autres prolos qui séquestrent des patrons, les salariés d'ERDF, de Roubaix qui plongent la mairie dans le noir, des « hooligans »? A Strasbourg comme ailleurs, flics partout et interdiction de manifester. [...] La jeunesse est le fer de lance de toutes les révolutions. Dans le merdier actuel, ces jeunes ont raison, ils sont en phase avec « le mouvement de masse » et, moi, vieux con, je dis: « Bravo! » Vive l'art, l'amour, la liberté et la révolution!

REVENDEICATIONS (J., TOULOUSE): Dans le numéro 3 de *Tout est à nous!*, Basile Pot s'interroge sur les revendications qui permettraient l'unification et l'amplification des luttes en cours. Jeunes diplômés, chercheurs... d'emplois, Rmistés, il me semble que l'essentiel des revendications du moment pourrait se retrouver dans quatre axes principaux, fortement liés les uns aux autres. Pour l'emploi: contre les suppressions de postes (public/privé), interdiction des licenciements, création massive de postes statutaires, réduction du temps de travail... Pour de meilleurs statuts et revenus: +300 euros pour tous, Smic à 1500 euros [...]. Pour des services publics de qualité accessibles à tous: contre la casse et la délocalisation de nos établissements (public/privé), pour de nouveaux services publics unifiés [...]. Pour la démocratie et la citoyenneté: pour une démocratie locale et directe, contre un pouvoir centralisé méprisant, contre les superpouvoirs mondiaux [...].



DU MOUVEMENT à la SNCF

Depuis le 31 mars, les cheminots du mouvement du technicentre de Paris rive gauche, chargés de la manœuvre des rames, sont en grève. Ils se battent pour leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail (beaucoup de marche à pied par tous les temps et, le plus souvent, en horaires décalés, dimanches et fêtes compris, avec des effectifs réduits au minimum). La grève a démarré sur le site de Montrouge (Hauts-de-Seine). Malgré les tentatives de la direction pour briser le mouvement (envoi d'huissiers, recours aux cadres), ils ont réussi à s'imposer. La grève s'est étendue aux quatre autres sites logistiques (Ivry, Trappes, Masséna-Tolbiac, Ardoines). Cette grève s'est

construite, pas à pas, collectivement et démocratiquement avec une assemblée générale quotidienne (à plus de 50) pour décider de tout et notamment de la reconduction de la grève. Un comité de grève de quinze personnes a été élu, avec des représentants de chaque site. Les grévistes ont popularisé leur action auprès des autres cheminots (conducteurs, contrôleurs d'escale, etc.). La reconduction a été décidée jusqu'au mardi 14, avec la satisfaction de voir les « jaunes » de l'encadrement travailler un week-end de plus (ce que vivent les salariés toute l'année).



(DR)

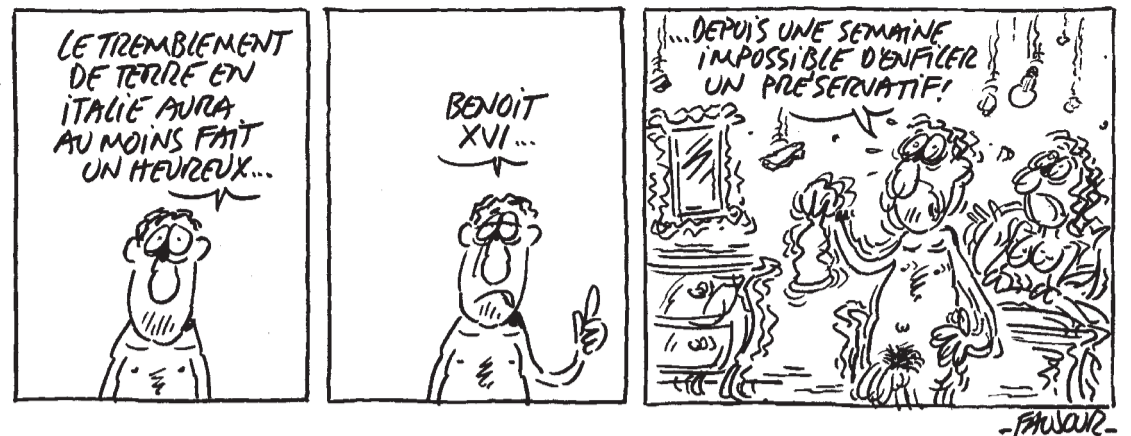
LE CHIFFRE

zéro

Moins d'une semaine après la réunion du G20 qui devait «moraliser le capitalisme», plus aucun pays ne figure désormais sur la liste noire des paradis fiscaux... Quelques jours auparavant, oubliant que les principaux pays abritant des paradis fiscaux sont les États-Unis et le Royaume-Uni, les maîtres du monde montraient du doigt l'Uruguay, le Costa Rica, les Philippines et la Malaisie. Depuis, ces quatre pays ont pris l'engagement d'appliquer – à terme... – les «standards internationaux» en matière de secret bancaire. Et le tour est joué. Il n'y a plus de problème. Puisqu'on vous le dit...

HADOPI RETOQUÉE

Jeudi 9 avril, par 21 voix contre 15, le projet de loi « création et Internet » a finalement été rejeté par l'Assemblée nationale. Une grande victoire pour le collectif La Quadrature du Net et tous ceux qui se sont mobilisés contre le projet. Lors des 43 heures de débat parlementaire, ce dispositif de « riposte graduée », projet répressif, dangereux pour les libertés, coûteux et qui ne rapportera pourtant pas un centime de plus aux artistes, a été massivement contesté. Le gouvernement paie sa stratégie de marche forcée voulue par Nicolas Sarkozy sur l'adoption rapide d'un texte contesté sur l'industrie culturelle. Le projet Hadopi devrait être abandonné devant tant de contestations. Pourtant, le gouvernement, courroucé par ce rejet dans une Assemblée déserte, compte présenter de nouveau le texte à la rentrée parlementaire, le 28 avril, pour le faire passer en force. Pas très démocratique tout ça.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TRIPATOUILLAGÉ ELECTORAL

Chargé de procéder au redécoupage des circonscriptions législatives, le secrétaire d'Etat aux Collectivités territoriales, Alain Marleix, a beau marteler qu'aucun document n'a été rendu public par le gouvernement, il semblerait que tout le monde soit au courant. Sur les 33 circonscriptions existantes vouées à disparaître, 23 sont de gauche. Déséquilibre évident en faveur de l'UMP. Alain Marleix se défend en expliquant que ces informations sont à prendre avec prudence, puisque le travail n'est pas terminé. En déplaçant tel ou tel canton d'une circonscription à une autre, on fragilise une circonscription de gauche ou, au contraire, on rend imprenable un siège tenu par la droite. Bien joué.

PROVOCATION ANTISÉMITÉ

On pouvait lire, il y a peu, sur les murs de la ville de Bourgoin-Jallieu (Isère), des graffitis orduriers. Dans la plus pure tradition de l'extrême droite antisémite, ces bombages appelaient à la violence armée contre « le capitalisme juif ». Les peu courageux auteurs de ces inscriptions délictueuses ont signé leur forfait d'un « npa » accompagné d'un poing stylisé. Ceux et celles qui connaissent le NPA et le rejoignent ne sont pas dupes. Ils savent que cette jeune organisation se situe dans la continuité d'un combat sans concession contre tous les racismes, donc contre l'antisémitisme. Le NPA condamne, sans détour, le message véhiculé par ces graffitis et envisage de porter plainte contre X afin que leurs auteurs répondent de leurs actes.

LUTTE CONTE LES LICENCIEMENTS À FUMEL

Samedi 4 avril, autour de 800 manifestants se sont retrouvés à Fumel (Lot-et-Garonne), devant l'usine de Fumel-D. Le Comité pour l'emploi dans le Fumelois avait pris cette initiative, relayée par diverses organisations syndicales et politiques au niveau départemental. Le gros des manifestants venait des deux usines menacées, Fumel-D et les Parquets Marty, et des environs. Aujourd'hui, l'ensemble des travailleurs de Fumel-D et de Marty mettent en avant le slogan « Zéro licenciement ». Le Comité pour l'emploi dans le Fumelois est né de la mobilisation des travailleurs de deux usines et il a rallié autour de lui de nombreuses organisations syndicales et politiques. Pour l'heure, les travailleurs de Fumel se préparent à faire face à un plan de reprise dont aucune mouture ne leur convient. Ils ont d'ores et déjà assuré qu'ils répondraient par la grève avec occupation au moindre licenciement.

AMBULANCIERS DE LA ROCHELLE

Depuis le 9 mars, les ambulanciers d'Aunis ambulances, à la Rochelle, campent jour et nuit devant le siège de leur entreprise, en face des urgences de l'hôpital. Aunis ambulances emploie 45 salariés : c'est l'une des plus grosses sociétés privées d'ambulances de département, mais c'est celle qui paie le plus mal. 80% seulement des heures travaillées sont rémunérées, contre 83 à 86% dans les autres sociétés du département. « Pour gagner 1 280 euros net par mois, je dois travailler 202 heures et, sur ces 202 heures, 32 ne sont pas payées », explique une gréviste auxiliaire-ambulancière. La direction veut ramener ce « coefficient réducteur » à 75% pour les nuits, mais cette tentative de passage en force a déclenché la grève avec blocage du site. Après quatre semaines, même si le blocage a été levé, les grévistes ne désarment pas et représentent encore 50% du personnel. Blog de la lutte : greveaunis.skyrock.com

« Bien sûr, leur abri actuel est tout à fait provisoire mais justement, il faut prendre ça comme un week-end en camping. » SILVIO BERLUSCONI, À PROPOS DES SINISTRÉS DU TREMBLEMENT DE TERRE DES ABRUZZES. »

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoiimp@wanadoo.fr